

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

De retour de mission, Ndong Sima fait le point au chef de l'Etat

JO
Libreville/Gabon

Le président de la Transition, le général de brigade Brice Clotaire Oligui Nguema, a reçu, en audience, son Premier ministre, Raymond Ndong Sima, au palais de la présidence de la République. Au menu, la participation de ce dernier au sommet extraordinaire du G77, à la Havane (Cuba) et à la 78e Assemblée générale des Nations unies, à New York (Etats-Unis).

Ainsi, le chef du gouvernement est venu faire le point avec le chef de l'Etat de la participation du Gabon à ses deux événements. Les 15 et 16 septembre dernier, à la Havane à Cuba, représentant le président de la Transition, M. Ndong Sima aura présenté le processus de Transition en cours au Gabon depuis le 30 août 2023,



Le Premier ministre, Raymond Ndong Sima, reçu par le chef de l'Etat, le général de brigade Brice Clotaire Oligui Nguema.

ainsi que les perspectives économiques du Gabon. Cela, tout en rassurant la Communauté internationale de la sincérité dudit processus. Par ailleurs, l'hôte du nouvel homme fort du pays aura garanti de ce qu'il a plaidé en faveur d'une traduction imminente en actes des engagements finan-

ciers relatifs à l'adaptation climatique, du fonds des changements et des dommages.

Du 19 au 24 septembre, à New York, le Premier ministre a pris part aux travaux de l'Assemblée générale des Nations unies. Là, également il n'a pas manqué de revenir sur la Transition en

cours au Gabon. Occasion pour lui de rappeler à la Communauté internationale les raisons ayant conduit à l'avènement au pouvoir du Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI). Tout en lui lançant un appel à l'accompagnement et au soutien du processus en cours dans notre pays.

Au cours de la réunion du Conseil

de sécurité sur la situation en Ukraine, le Premier ministre a réitéré la position du Gabon pour un retour de la paix dans cette partie du monde.

A noter en outre que lors de l'entretien d'hier, Raymond Ndong Sima a fait au numéro un gabonais, le point de sa rencontre avec la diaspora gabonaise aux Etats-Unis.

Assemblée nationale de la Transition : interrogations autour de la sortie de Jean-François Ndongou

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

LES réactions ont été nombreuses au lendemain des propos tenus par le président de l'Assemblée nationale de la Transition, Jean-François Ndongou, à l'issue de l'audience que lui avait accordée le 22 septembre dernier le chef de l'Etat, le général Brice Clotaire Oligui Nguema.

Des propos à travers lesquels il avait sollicité "une augmentation du nombre de députés issus des partis politiques. Ce, pour un traitement optimal des questions politiques" au sein de l'institution dont il a la charge. Entendu qu'au regard du Mémorandum sur la Transition gabonaise, celui-ci est fixé à quarante (40).

Au nombre des réactions les plus vives, l'on note tout particulièrement celle du 4e vice-président de l'Assemblée nationale de la Transition, Geoffroy Fouboula Libeka Makosso, qui a fustigé les difficultés qu'éprouvent "les anciens camarades à se défaire de certaines vieilles habitudes".

En tout état de cause, le tollé consécutif à la sortie de l'ancien élu du Parti démocratique gabonais (PDG) au 1er siège du département de Ndolou à l'Assemblée nationale est à la mesure des interrogations et incompréhensions suscitées par celle-ci.

D'autant plus que d'aucuns estiment qu'une augmentation du



Le président de l'Assemblée nationale de la Transition, Jean-François Ndongou.

nombre de représentants de formations politiques ne se traduira pas forcément par une plus-value en termes d'efficacité législative. Vu que par le passé, les législatures, essentiellement composées de politiques, n'ont guère été à la hauteur des attentes et espérances des populations. Tant et si bien qu'aux yeux de certains, les députés paraissent bien éloignés des obligations inhérentes à leurs mandats. C'est dire que selon eux, au regard du contexte actuel marqué par la nécessité de doter notre pays d'institutions fortes, stables, crédibles et acceptées par tous, les uns et les autres devraient, tout d'abord et avant tout, concourir à la réalisation de cette ambition et non être mus par toutes autres considérations.

Les uns et les autres estiment qu'avec 70 membres, l'Assemblée nationale peut amplement et convenablement remplir ses missions.

Rencontre Synamag-président de la Transition : va-t-on vers une sortie de crise ?

A.M.
Libreville/Gabon

EN grève depuis bientôt un an, des représentants du Syndicat national des magistrats du Gabon (Synamag) et ceux des greffiers ont été reçus hier, au palais de la présidence de la République, par le président de la Transition, Brice Clotaire Oligui Nguema.

Ces derniers sont allés voir le chef de l'Etat pour lui présenter les problèmes auxquels les magistrats et les greffiers sont confrontés au quotidien, de sorte que les nouvelles autorités du pays trouvent des solutions aux maux qui minent le corps de la magistrature en ce qui concerne un certain nombre de leurs revendications qui portent, de manière générale, sur les conditions de vie et de travail des magistrats et des greffiers.

Bien que plusieurs rencontres aient été initiées avec le gouvernement déchu dans l'optique de



La rencontre entre le CTRI et les représentants des magistrats et des greffiers visait en principe une sortie de crise au sein de la justice gabonaise.

trouver des solutions aux différentes revendications soulevées. Mais les magistrats, qui doutaient de la bonne foi du gouvernement, n'avaient pas trouvé opportun de lever le mot d'ordre de grève, parce que n'ayant pas forcément confiance aux anciennes autorités. C'est la raison pour laquelle lors de la dernière Assemblée générale, les syndiqués du Synamag ont émis le vœu de rencontrer le président de la Transition pour tenter d'aplanir un certain

nombre de divergences et surtout de savoir quelle suite les autorités de la Transition veulent-elles donner à leurs revendications.

En sa qualité de président du Conseil supérieur de la magistrature, Brice Clotaire Oligui Nguema, qui s'est dit préoccupé par la situation des magistrats et des greffiers, s'est engagé à tout mettre en œuvre pour parvenir à la levée du mouvement de grève afin que la prochaine rentrée judiciaire soit apaisée.